



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 27 DEC. 2021

pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement
codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de
la société LAVALSACE à Herrlisheim au 16 rue du Ried Zone industrielle

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 autorisant et réglementant l'exploitation des installations exploitées par la société LAVALSACE à Herrlisheim ;
- VU** l'acte du 16 mai 2011 de la déclaration d'antériorité des activités classées sur le site en application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 modifiant les prescriptions des articles 9.2.4 et 9.3.1 de l'arrêté d'exploitation susvisé ;
- VU** le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté le 27 mai 2020 par la société LAVALSACE relatif à son projet de revalorisation de déchets dangereux liquides sur son site à Herrlisheim au 16 rue du Ried ;
- VU** le dossier descriptif du projet en question : « Dossier de porter à connaissance en vertu des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement » ;
- VU** la décision de la préfète du Bas-Rhin en date du 01 décembre 2020 dispensant la société LAVALSACE d'évaluation environnementale à l'issue de la procédure d'examen au cas par cas de ce projet ;
- VU** le rapport en date du 26 novembre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet « unité de revalorisation » est fiable au vu du retour d'expérience de l'exploitant et peu énergivore par rapport à d'autres technologies de traitement (séparation) ;

CONSIDÉRANT que les dangers des matières premières, des produits mis en œuvre (nitrate de sodium, hydroxyde de sodium) et du produit fini sont identifiés (produits comburant, irritant et corrosif) et que des mesures de prévention et de protection appropriées sont retenues ;

CONSIDÉRANT que les risques liés aux stockages des matières premières et produits précités sont limités (épandage des déchets liquides limité au site, incendie circonscrit à l'atelier de revalorisation) ;

CONSIDÉRANT que les quantités stockées et mises en œuvre sont limitées et correspondant à une semaine de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que les rejets de l'unité de revalorisation sont limités principalement à des effluents liquides constitués à 99 % d'eau et d'hydrocarbures traités en interne ou à défaut dans un site autorisé ;

CONSIDÉRANT que l'unité de revalorisation projetée n'augmente pas le volume des rejets aqueux autorisés et ne génère pas de nuisances olfactives et sonores ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

TITRE I – PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 – Portée

Article 1.1.1 – Autorisation, prescriptions

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé et mettent à jour la liste des installations classées exploitées régulièrement par la société LAVALSACE à Herrlisheim.

Article 1.1.2 – Liste des installations classées

Rubrique	Régime	Activité	Volume	Précisions / prescriptions
2718-1	A	Transit et tri de déchets. Capacité supérieure ou égale à 1 t	130 t	Ancienn. ^t 167-C pour un vol. de 150 m ³ /j
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux	36 m ³ /j	
2795-1	A	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes. La quantité d'eau mise en œuvre est supérieure ou égale à 20 m ³ /j	150 m ³ /j	
2910-A2	DC	Installations de combustion	2,7 MW	Chaudière fonctionnant au gaz naturel
2915-2	D	Chauffage par fluide caloporteur	1000 litres	Huile de chauffe
4130-2B	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	3,3 t	Acide nitrique

4440 -2	D	Solides combustibles catégorie 1,2 ou 3. La quantité est inférieure à 50 t	48 t	Répartition : <ul style="list-style-type: none"> • 15 t de produit intermédiaire • 25 tonnes de produits finis • 8 tonnes de nitrate de sodium
3510	NC	Élimination / valorisation de déchets dangereux - quantité inférieure ou égale à 10 t /j	10 t	Répartition : <ul style="list-style-type: none"> • 7 t /j valorisation • 3 t/j autres traitements
3550	NC	Stockage temporaire de déchets dangereux – capacité inférieure ou égale à 50 t	50 t	Répartition : <ul style="list-style-type: none"> • 40 t valorisation • 10 t autres traitements

Chapitre 1.2 – Conditions d'autorisation

Article 1.2.1 – Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

En particulier, les installations du projet sont aménagées suivant les plans et descriptifs du dossier susvisé « Dossier de porter à connaissance - annexe 7 projet de revalorisation du 27 mai 2020 ».

Article 1.2.2 – Prescriptions applicables aux installations

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration (D), à déclaration avec contrôles (DC) sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et dans le respect des règles d'antériorité.

Article 1.2.3 – Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

En particulier, les mesures de maîtrise des risques des fiches de données de sécurité des substances et mélanges présents sont respectées. Une attention particulière est portée à la prévention des stockages conjoints de substances ou mélanges incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement entre eux en situation dégradée.

Les droits des tiers sont réservés.

Article 1.2.4 – Forclusion de l'autorisation

L'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure (article R. 512-74 du code de l'environnement).

Article 1.2.5 – Accident et incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article R. 512-69 du code de l'environnement).

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 1.2.6 – Modifications et extensions

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article R. 181-46 du code de l'environnement).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Chapitre 1.3 – Garanties financières

Sans objet

Chapitre 1.4 – Cessation d'activité

Article 1.4.1 – Définition de l'usage futur

Pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : maintien d'un usage industriel.

Article 1.4.2 – Mise en sécurité

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Pour cela il :

- procède à l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- met en place des interdictions ou limitations d'accès au site dont il maintient l'efficacité au cours du temps ;
- supprime les risques d'incendie et d'explosion ;
- poursuit la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant notifie au préfet les mesures prises et prévues en ce sens 3 mois avant l'arrêt définitif, avec la notification de ce dernier.

TITRE II – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.1 – Documents de suivi

Article 2.1.1 – Dossier administratif

Outre la convention établie entre les sociétés LAVALSACE et SUEZ RR IWS Chemicals France aux fins de définir leurs responsabilités respectives, l'exploitant tient à jour les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ceux qui l'ont suivi,
- les dossiers établis pour la notification des modifications au préfet (art. R. 181-46 du code de l'environnement),
- les éventuelles notifications d'existence produites (art. L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement),
- les plans des installations tenus à jour et datés incluant un schéma des réseaux et le plan des égouts,
- les éventuels agréments délivrés au titre du code de l'environnement et les cahiers des charges associés, le cas échéant,
- les résultats du programme de surveillance,
- d'une façon générale, les documents (rapports de contrôles, consignes, plans, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation.

Article 2.1.2 – Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 2.1.3 – Surveillance de l'exploitation, consignes

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans les installations dont ils ont la charge ainsi que des prescriptions d'exploitation pertinentes au regard de leur périmètre d'intervention.

L'exploitant établit les consignes écrites nécessaires à la maîtrise des opérations sensibles pour la sécurité des installations, notamment en situation d'incident. Les consignes d'exploitation sont cohérentes avec les prescriptions d'exploitation. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de gestion des rétentions et confinements,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 2.1.4 – Permis d'interventions – Permis de feu

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 2.1.2 et notamment celles recensées dans les locaux à risques, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 2.1.5 – État des stocks de produits et déchets dangereux

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits (substances et mélanges) et déchets dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité, les résultats des caractérisations des déchets dangereux réalisées pour leur envoi en centres de transit, élimination ou valorisation.

L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers ou résultats de caractérisation des produits et déchets dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état des stocks est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.6. – Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance opérationnel et assurer son maintien. Un registre consigne les formations dispensées et suivies pour chaque agent. Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques dangereuses, les incompatibilités entre produits,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Article 2.1.7 – Convention entre l'exploitant et les sociétés LAVALSACE et SUEZ RR IWS Chemicals France

Une convention est établie entre les sociétés LAVALSACE et SUEZ RR IWS Chemicals France aux fins de définir leurs responsabilités respectives. Cette convention :

1. précise les limites des équipements et installations qui relèvent de la responsabilité de chaque exploitant,
2. désigne clairement pour chacun des exploitants en ce qui concerne les parties communes des différentes installations, les responsabilités de nature organisationnelle (gestion de la sécurité et des pollutions, service de maintenance ...) et de nature matérielle (utilités, moyens incendie, confinements ...),
3. précise les règles d'interface et les conditions d'informations mutuelles des sociétés signataires en cas de modifications des installations.

Les conventions entre l'exploitant et les sociétés LAVALSACE et SUEZ RR IWS Chemicals France sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification de ces conventions doit être portée immédiatement à la connaissance du préfet.

Chapitre 2.2 – Accès aux installations

Article 2.2.1 – Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif interdisant l'accès à toute personne non autorisée.

Article 2.2.2 – Accessibilité et circulation dans l'établissement

Le libre accès des services de secours aux installations est garanti en permanence.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Chapitre 2.3 – Gestion des utilités et tenue du site

Article 2.3.1 – Propreté des installations et des voiries de desserte

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 2.3.2 – Réserve de consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants ...

Chapitre 2.4 – Fonctionnement des installations

Article 2.4.1 – Rejets

Tout rejet non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Le recours à la dilution des rejets dans le but de respecter les valeurs-limites de rejet est interdit.

De même sont interdits le mélange de divers déchets, ou le mélange de déchets avec des matériaux inertes dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables.

Les effluents sont collectés et traités par des équipements adaptés à leurs caractéristiques physico-chimiques et aux dangers qu'ils peuvent présenter. Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement suivant des procédures formalisées comportant des enregistrements des actions effectuées et des incidents de fonctionnement.

En cas de dysfonctionnement ou d'indisponibilité des équipements de traitement, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir le maintien du respect des valeurs-limites de rejet, au besoin en ajustant sa production.

Les conduits d'évacuation des effluents nécessitant une surveillance sont aménagés de manière à permettre, à tout moment, des prélèvements représentatifs des émissions de polluants dans des conditions normalisées, lorsqu'elles sont définies, et en sécurité pour les personnels intervenants.

Les emplacements des divers conduits et points de rejets sont repérés sur le plan tenu à jour de l'établissement.

TITRE III – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 3.1 – Conditions de rejet

Article 3.1.1 – Généralités

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation.

L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.

Chapitre 3.2 – Caractéristiques des rejets

Article 3.2.1 – Émissaires

Les émissaires correspondant aux installations listées et véhiculant les polluants réglementés sont repérés sur un plan tenu à jour et transmis à l'inspection des installations classées avec les débits associés à chaque extracteur :

Installation	Polluants
Installations de combustion – Production de vapeur	Cf. en fonction du combustible, l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
Unité de valorisation des déchets	Poussières
Station de lavage	COVNM

Article 3.2.2 – Valeurs limite de rejets, conditions de fonctionnement

3.2.2.1 - Installations de combustion

Les valeurs limites imposées par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 sont respectées.

Pour les installations de combustion, la teneur en oxygène est ramenée à 3 % en volume.

3.2.2.2 - Unité de revalorisation

Les valeurs limites imposées par l'article 27-1 « poussières totales » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

3.2.2.3 - Station de lavage et évent de l'évaporateur

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/an
Station de lavage	COVNM canalisés	20	1	1

L'évent de l'évaporateur est traité comme un rejet diffus, il est réglementé selon l'article 28 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées.

Pour les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), leur teneur sera exprimée en équivalent carbone total de l'ensemble des composés.

Article 3.2.3 – Odeurs

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

Les effluents gazeux odorants provenant de la station d'épuration interne ou du stockage de résidus ou de boues feront l'objet de traitements appropriés en cas de gêne pour le voisinage.

TITRE IV – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 – Prélèvements et consommation d'eau

Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

Toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations afin de limiter les volumes d'eaux rejetées sont mises en œuvre.

Le volume annuel d'eau en provenance du réseau d'eau public d'adduction d'eau potable de la commune de Herrlisheim est de 38 000 m³.

L'exploitant est autorisé à prélever de l'eau incendie dans la nappe au moyen d'un puits de secours réservé exclusivement à cet usage. Le débit d'eau pompée pour alimenter les réseaux incendie est de 250 m³/h.

Toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface dans la nappe, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation du forage, l'exploitant prendra les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

Les installations de prélèvement d'eau sur le réseau public sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Elles seront protégées par la mise en place de disconnecteurs anti-retour. Ces dispositifs devront être conformes aux normes en vigueur et faire l'objet de contrôles réguliers par du personnel qualifié.

Les eaux sont prélevées depuis la nappe phréatique avec un débit maximal de 10 m³/h. Le réseau d'adduction d'eau est également sollicité.

Toute modification du régime de prélèvement dans la nappe est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 – Protection des réseaux d'eau potable et du milieu de prélèvement

Un ou plusieurs dispositifs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des aspirations de ces eaux dans les réseaux d'eau potable ou dans les milieux de prélèvement.

Article 4.1.3 – Égouts et canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre d'une part, les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et d'autre part, le milieu récepteur.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

La canalisation de rejet des eaux industrielles et pluviales entre le site de la Société LAVALSACE et le point de rejet au milieu naturel (La Moder au P.K.H. 976,55) sera posée, régulièrement entretenue et contrôlée, sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les travaux correspondants ne pourront être réalisés qu'après avoir obtenu toutes les autorisations afférentes (accord du Service chargé de la police de l'eau, de la Commune de Herrlisheim, des propriétaires des terrains traversés, etc ...):

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Article 4.1.4 – Aire de chargement –Transport interne

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes et de GRV (grands récipients vrac) sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, des GRV, etc ...):

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Chapitre 4.2 – Conditions de rejet

Article 4.2.1 – Rejets

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit. L'ouvrage de compensation des pressions existant à proximité du bassin d'orage sera aménagé de manière à éviter toute possibilité de déversement d'eau vers le milieu naturel.

Les réseaux de collecte doivent séparer les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées. La dilution des effluents est interdite.

Article 4.2.2 – Conditions de rejet des eaux industrielles

a) En cas d'impossibilité de déversement à la Rivière Moder

En cas d'impossibilité de déversement au milieu naturel (La Moder au P.K.H. 976,55), soit par l'absence de branchement entre la station d'épuration interne et le point de rejet à la Moder, soit par un dysfonctionnement de la station d'épuration interne, les eaux industrielles seront récupérées dans des conditions conformes au présent arrêté. Elles seront traitées comme les déchets et éliminées dans un centre autorisé.

b) Rejet des eaux industrielles

Les caractéristiques des eaux industrielles en sortie de la station d'épuration et au niveau du rejet au milieu naturel ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- température : 30 °C,
- turbidité : transparente – à partir du 1^{er} janvier 2022,
- débit maximal instantané 5 m³/h,
- débit maximal pendant une période de 24 heures consécutives : 4,5 m³/h,
- moyenne mensuelle du débit journalier : 108 m³/j,
- concentrations et flux maximaux :

Paramètres	Code SANDRE	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)
MEST	1305	100	10,80
DCO	1314	300	32,40
DBO ₅	1313	100	10,80
COT	1841	100	10,80
Azote global (NTK + NO ₂ + NO ₃ exprimé en N)	1551	100	10
dont azote kjeldahl		50	5
Phosphore total (exprimé en P)	1350	2	0,22
Fluor et composés (en F)	7073	5	0,54
Indice Cyanures totaux	1390	0,1	0,01
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10	1,08
BTEX :(benzène, toluènes, éthylbenzène et xylènes)	5918	1	0,11
Indice phénols	1440	0,3	0,03
Composés organohalogénés adsorbables (AOX) et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique	1106	1	0,11
Composés organophosphorés	6277	1	0,11
Composés organostanniques	9944	1	0,11
Mercure et composés du mercure	1387	0,025	0,01
Cadmium et composés du cadmium.	1388	0,025	0,01
Métalloïdes et métaux totaux ainsi que leurs composés :		5	0,54
(aluminium, antimoine, argent, arsenic, baryum, béryllium, bore, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, étain, fer, manganèse, mercure, molybdène, nickel, plomb, sélénium, tellure, thallium, titane, uranium, vanadium et zinc),	9963	0,1	0,01
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : (acénaphthène, acénaphthylène, anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(ghi)perylène, benzo(k)fluoranthène, chrysène, dibenzo(ah)anthracène, fluoranthène, fluorène, indeno(1,2,3-cd)pyrène, naphtalène, phénanthrène, pyrène)			

L'installation de traitement des eaux est composée d'un ensemble de procédés constituée : d'un bassin de séparation d'hydrocarbures et d'écumage, d'un premier bassin d'homogénéisation, d'un traitement physico-chimique, d'un second bassin d'homogénéisation, d'un évaporateur à compression mécanique de vapeur fonctionnant sous vide et entièrement automatisé. Au besoin, un traitement complémentaire pourra être mis en œuvre (ex : filtre à charbon actif, résine échangeuse d'ions...). Une procédure définit les cas dans lesquels un traitement complémentaire est nécessaire.

L'alimentation de la canalisation en sortie de l'installation de traitement des eaux est réalisée au moyen d'un système de pompage (notamment une pompe de relevage). Le rejet est stoppé en cas de

dépassement des valeurs ph, températures, turbidité constatées sur 30 minutes (d'établir un seuil de turbidité, exprimé en NTU (Nephelometric Turbidity Unit), caractéristique du dysfonctionnement de l'installation de traitement). En cas de dépassement des valeurs de consignes, ils actionneront une alarme auprès d'un responsable de l'entreprise.

L'installation de traitement des eaux est placée sous une télésurveillance reliée à un poste de contrôle accessible en permanence par un responsable de l'entreprise.

Ces équipements sont soumis aux dispositions de l'article 7.2.1.2 Mesures de maîtrise des risques du présent arrêté.

Article 4.2.3 – Rejet des eaux pluviales

Un dispositif de limitation du débit (9,9 l/s) sera installé avant connexion au réseau d'évacuation des eaux pluviales.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est séparatif :

- Les eaux pluviales de toiture sont collectées, puis rejetées directement dans le réseau eaux pluviales du site.
- Les eaux pluviales de voiries sont collectées, puis traitées dans un dispositif décanteur-déshuileur adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l. Après traitement, ces eaux sont stockées dans un bassin tampon de 300 m³ équipé d'un détecteur de remplissage et d'une électrovanne d'évacuation qui est en position fermée en période normale.

Toutes mesures seront prises pour permettre le contrôle de la qualité des eaux pluviales et si besoin traitement approprié avant leur rejet au milieu naturel.

Les eaux industrielles et les eaux pluviales sont rejetées dans le milieu naturel (la Moder au P.K.H. 976,55) au moyen d'une canalisation étanche conforme aux dispositions de l'article 4.1.3 du présent arrêté.

Article 4.2.4 – Rejet des eaux de refroidissement

Les installations de réfrigération sont en circuit fermé. Les eaux de refroidissement non recyclées sont rejetées dans le milieu naturel (la Moder au P.K.H. 976,55) au moyen d'une canalisation étanche.

TITRE V – DÉCHETS

Chapitre 5.1 – Déchets

Article 5.1.1 – Quantités maximales de déchets dangereux présentes sur le site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

- huiles issues du débourbeur-déshuileur destinées à la valorisation : 55 t/an ;
- résidus de lavage et concentrats de l'évaporateur : 430 t/an.

Les déchets dangereux présents résultent exclusivement des activités régulièrement exercées sur le site.

Article 5.1.3 – Gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets liquides sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au titre VII du présent arrêté.

La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum de 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés, 3 ans si les déchets sont destinés à être valorisés.

Article 5.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant remet les déchets qu'il produit à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5 – Transport, importation et exportation

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Le registre des déchets, les bordereaux de suivi des déchets et la liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, les documents d'accompagnement relatifs à l'exportation ou l'importation de déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.6 – Mise en œuvre des dispositions de l'arrêté du 22 février 2019 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les produits chimiques ou objets ayant fait l'objet d'une régénération

L'exploitant s'engage à mettre en œuvre les dispositions de l'arrêté du 22 février 2019 fixant les critères de sortie du statut de déchet. Dans ce cadre, il met en œuvre les mesures suivantes :

- les conditions d'entreposage sont adaptées pour les différentes substances pour préserver leur intégrité et celle du site,
- un auto-contrôle est réalisé sur des paramètres appropriés ainsi que sur les impuretés présentes dans le déchet à traiter. En particulier, le taux d'humidité est contrôlé pour le produit sortant,
- une procédure spécifique d'admission pour le déchet à valoriser est maintenue à jour.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents dont les contrats de cessions suivants :

- pour le déchet entre le producteur du déchet à valoriser et l'exploitant,
- pour le produit final (dénommé POI ou PO2) entre l'exploitant et le destinataire du produit final.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues par les articles 4 et 7 de l'arrêté du 22 février 2019.

Nota : la sortie de statut de déchet est une procédure de droit français et non une procédure européenne.

TITRE VI – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 – Dispositions générales

Article 6.1.1 – Références réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 – Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Article 6.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 – Niveaux acoustiques

Article 6.2.1 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 67 dB (A) pour la période de jour et 57 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Chapitre 6.3 – Vibrations

Article 6.3.1 – Vibrations

Les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE VII – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 – Dispositions générales

Article 7.1.1 – Accès

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement est assurée par des mesures appropriées. Une consigne formalisée est établie en ce sens. L'établissement dispose d'un éclairage nocturne de sécurité sur l'ensemble du site.

Le site comporte deux accès distincts. L'exploitant organise en liaison avec les autres exploitants du site le contrôle d'accès des véhicules.

Article 7.1.2 – Définition des zones de risque incendie, d'explosion et toxique

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, d'explosion et toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.

Ces risques sont signalés sur le site aux abords des zones concernées.

Article 7.1.3 – Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre. En particulier, les mesures suivantes doivent être retenues :

Article 7.1.3.1 – Implantation - Isolement par rapport aux tiers

Les installations sont implantées, exploitées et aménagées conformément aux engagements et conclusions exprimés dans les études de dangers produites.

Article 7.1.3.2 – Règles de construction – Comportement au feu – Cloisonnement

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentant des caractéristiques de résistance et de réaction au feu sont adaptés aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit, en toutes circonstances, pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Le bâtiment principal est partagé en trois secteurs, occupé chacun par un exploitant exerçant des activités classées. Les conditions constructives suivantes sont respectées :

- les trois secteurs sont séparés par des murs coupe-feu auto-stables de degré 2 heures ;
- la chaufferie est ceinturée de murs coupe-feu de degré 2 heures ;
- la charpente, la toiture et l'isolant thermique sont réalisés en matériaux M0 ;
- les façades sont réalisées en bardage simple peau ;
- le dallage est en béton armé avec chapes étanches en résine ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des

matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais ;

- de chaque côté des murs coupe-feu au niveau de la toiture des bâtiments techniques, un flochage de 5 mètres de largeur est mis en place pour assurer le coupe-feu de traversée de la paroi coupe-feu. Un justificatif est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute disposition constructive doit être prise pour que la ruine d'un élément de structure suite à un incendie n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment renfermant les installations classées.

Les accès à la chaufferie et aux différents secteurs du bâtiment renfermant les installations classées sont coupe-feu de degré une heure et munis de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur.

Chapitre 7.2 – Dispositif de prévention des accidents

Article 7.2.1 – Étude de dangers – Mesures de maîtrise des risques – Règles d'exploitation et consignes

Article 7.2.1.1 – Étude de dangers

Les installations sont exploitées et aménagées conformément aux engagements et conclusions exprimés dans les études de dangers produites.

Article 7.2.1.2 – Mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques retenues par l'exploitant répondent aux quatre critères énoncés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

Le suivi formalisé de ces mesures est tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2.1.3 – Règles d'exploitation et consignes

- **Toutes substances ou préparations dangereuses** entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R. 231-53 du code du travail.

- **Risques incendie** : dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (exploitant tiers, visiteurs, personnel d'entreprises extérieures, etc...).

L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site. Les points de rassemblement sont identifiés, repérés et connus par l'ensemble des personnes intervenant sur le site.

En particulier :

- Les installations présentant le plus de risques ont des consignes écrites, éventuellement affichées. Celles-ci comportent la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien.
- Les tuyauteries susceptibles de contenir du gaz devront faire l'objet d'une consigne de vérification périodique.
- Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs sont affichées.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours selon les dispositions de l'article 16.3 du présent arrêté.

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie.

Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- **Installation de combustion** : l'exploitation de la chaufferie doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
- **Utilités (air comprimé - production de froid - fluide caloporteur)** : la conduite des utilités doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
- **Ventilation** : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements ou de mise en sécurité.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu. Les conduits de ventilation ne traversent aucune cloison coupe-feu du bâtiment renfermant les installations classées.

Article 7.2.2 – Vérifications périodiques et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées dans un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Ces matériels et équipements doivent être fonctionnels à tout moment, c'est-à-dire en capacité de remplir leurs fonctions selon les caractéristiques définies dans l'étude de dangers.

Article 7.2.3 – Installations électriques - Protection contre la foudre

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les vérifications périodiques du système de protection contre la foudre doivent être effectuées selon les normes et la réglementation en vigueur.

Chapitre 7.3 – Aménagements du site - Moyens de lutte contre un sinistre

Article 7.3.1 – Accessibilité, circulation et stationnement

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier, des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Article 7.3.2 – Issues de secours

Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

Article 7.3.3 – Systèmes de détection

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque d'incendie disposent d'un dispositif de détection. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Article 7.3.4 – Moyens propres à l'exploitant

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.1. ;
- des ressources qui comprennent :
 - 2 poteaux incendie normalisés à l'intérieur et un implanté à l'extérieur et tous situés à moins de 50 m des installations ;
 - une réserve d'eau de 30 m³ aménagée et équipée pour permettre un accès et une mise en œuvre aisée des moyens des services de secours,
 - un puits de captage d'eau alimentant le réseau incendie.
- Les moyens d'intervention sur le site se composent notamment :
 - d'un groupe de pompage d'eau à moteur thermique de 250 m³/h,
 - d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA),
 - d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant constitue et forme des équipes de première intervention en liaison avec les autres exploitants présents sur le site. Des exercices sont régulièrement réalisés en interne (au moins une fois par an). Par ailleurs, des manœuvres d'incendie devront être réalisées avec les sapeurs-pompiers du

centre de secours principal de Haguenau pour vérifier la conformité des moyens hydrauliques et les accès au site. Le service de secours et l'inspection des installations classées en sont préalablement informés.

Article 7.3.5 – Risque toxique

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz et émanations toxiques sont mis à la disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques dont l'intervention dans des réservoirs ou des citernes. Des consignes formalisées et des formations sont prévues à cet effet.

Ces protections individuelles sont accessibles en toutes circonstances et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Chapitre 7.4 – Dispositifs de rétention et confinement des eaux polluées

Article 7.4.1 – Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les liquides récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement entre eux ne sont pas associés à une même rétention.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 7.4.2 – Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident

Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou d'un système équivalent permettant de recueillir les eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident.

Le bassin de confinement présente un volume de 439 m³. Il est composé de la voirie qui forme une cuvette de rétention de 115 m³, des canalisations de collecte et d'évacuation des eaux pluviales d'une capacité de 32 m³ et d'un bassin d'orage de 292 m³.

Un système permet l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en

fonctionnement sont définis par consigne. Ces organes répondent aux dispositions de l'article 7.2.1.2 Mesures de maîtrise des risques du présent arrêté.

Article 7.4.3 – Confinement d'une fuite au chargement ou au déchargement de produits ou déchets liquides

Pour le confinement d'une fuite au chargement ou au déchargement de produits ou de déchets liquides, l'exploitant possède un dispositif de rétention étanche, fermé lors des opérations, dimensionné pour contenir le plus grand des deux volumes, citerne routière ou réservoir.

Article 7.4.4 – Prévention de la dégradation des équipements

L'exploitant met en place un protocole de surveillance des surfaces imperméabilisées, des canalisations, des réseaux d'évacuation et des rétentions afin de prévenir toute dégradation susceptible d'être à l'origine d'un accident, notamment d'une pollution des sols et des eaux souterraines. Il assure la maintenance des équipements au regard des informations issues de la surveillance.

Les opérations correspondantes de surveillance et de maintenance sont enregistrées.

TITRE VIII – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Chapitre 8.1 – Installations de lavage intérieur des citernes routières et des récipients grands vrac

Article 8.1.1 – Conditions d'exploitation et consignes

Les installations de lavage comprennent notamment :

- trois pistes de lavage de citernes routières,
- une zone de lavage de récipients grands vrac,
- une zone de stockage de produits concentrés et des eaux de lavage renfermant certaines substances ne pouvant pas être traitées dans la station d'épuration interne au site,
- une zone de traitement des effluents.

L'exploitant limite le nombre de lavages de citernes et de GRV afin de ne pas dépasser la capacité de traitement de la station d'épuration interne au site.

Le volume maximal d'eaux industrielles admissible dans cette station est de 150 m³/j. A titre indicatif, cette quantité correspond au lavage journalier d'environ 70 citernes ou 140 GRV.

Sur un registre journalier, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, sont consignés le demandeur, le numéro d'immatriculation du véhicule, de la citerne ou du récipient, les produits ou substances transportés ainsi que la destination des eaux de lavage.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des produits et substances acceptés dans les installations de lavage.

Avant toute opération de lavage, l'exploitant s'assure de la nature des produits transportés et de leur compatibilité avec la liste des substances pouvant être traitées sur le site. Le chauffeur du véhicule de transport de matières dangereuses présente un bon de chargement du ou des produit(s) qu'il vient de transporter.

Les citernes et les GRV ayant contenu des produits non biodégradables ou appartenant à la liste 1 de la directive du Conseil n° 76/464/CEE du 4 mai 1976 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté et figurant à l'annexe 5 du présent arrêté, sont lavés sur un emplacement spécialement aménagé permettant de récupérer totalement les égouttures et les eaux de lavage.

Celles-ci sont intégralement traitées dans un centre de traitement agréé et respectent les dispositions du chapitre V du présent arrêté.

Préalablement à un nettoyage, chaque citerne ou récipient subit un égouttage efficace et, le cas échéant, un prélavage utilisant un minimum d'eau. Les produits recueillis sont traités selon les dispositions du chapitre V du présent arrêté.

Ceci est décrit dans une procédure décrivant les quantités à traiter selon les dispositions du chapitre V du présent arrêté.

Article 8.1.2 – Inspections périodiques

Les réservoirs de stockage de liste à tenir à jour font l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend :

- des visites de routine au moins annuelles ;
- des inspections externes détaillées réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine.

Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Chapitre 8.2 – Unité de revalorisation de déchets dangereux liquide

Article 8.2.1 – Unité de valorisation

L'unité est composée notamment des installations suivantes :

- le stockage des déchets liquides (EO2) dans deux réservoirs de 20 m³ chacun ;
- un cristalliseur doté d'une boucle de chauffage ;
- le stockage des condensats (EN) issus de l'installation d'une capacité de 20 m³ ;
- le stockage du produit intermédiaire (POI) sous forme de cristaux en big bags ;
- le stockage des matières « nobles » qui comporte :
 - Le stockage de l'hydroxyde de sodium d'une capacité de 8 tonnes ; le conditionnement de ce produit est réalisé en sacs de 25 kg ou en big bags ;
 - Le stockage du nitrate de sodium d'une capacité de 6 tonnes ; le conditionnement de ce produit est réalisé en sacs de 25 kg ou en big bags ;
- station de déchargement comportant 3 trémies et une vis de transfert vers un émotteur puis dans un mélangeur à ruban ;
- Le stockage du produit fini (PO2) est de 6 tonnes correspondant à une production de 2 jours ; le conditionnement de ce produit est réalisé en sacs de 25 kg ou en big bags.

Les dispositions utiles sont prises pour respecter la quantité maximale de stockage dans l'unité de valorisation indiquée dans le tableau de l'article 1.1.2 du présent arrêté.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre à l'unité de valorisation. L'exploitation de l'unité se fait sous la responsabilité de personnes dûment formées.

Les matières premières (hydroxyde de sodium et nitrate de sodium) - stockées dans le hall, sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. En cas de dispersion accidentelle d'un produit (suite à la déchirure d'un sac), le produit répandu est recueilli sans provoquer l'envol de poussières selon des consignes préétablies.

Le personnel est formé aux consignes particulières précisant les règles d'exploitation, ainsi que la conduite à tenir en cas d'incident.

L'accès à l'unité de valorisation est facilité pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les allées de circulation intérieures sont maintenues dégagées en permanence.

Article 8.2.2 – Conditions d'exploitation et consignes

Article 8.2.2.1 – Zone de dépotage des déchets liquides

La zone de dépotage est placée sous abri. Le sol est étanche et construit de façon à permettre de diriger toute fuite vers un dispositif de collecte des égouttures.

La zone est conçue de façon à réduire au minimum les manœuvres du véhicule. Les opérations ont lieu exclusivement sous la direction d'un employé de l'unité qualifié selon une procédure préétablie (ex : moteur du camion est à l'arrêt, cales roues, etc.)

L'alimentation et le départ de produit (déchets liquides) des réservoirs s'effectuent au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique des liquides. L'exploitant s'assure régulièrement du bon état des canalisations.

Les orifices des conduites de dépotage sont clairement identifiés. Une plaque fixée à proximité de la vanne informe sur la nature du produit contenu.

L'alarme est donnée sans délai en cas de fuite et l'opération en cours est interrompue.

Article 8.2.2.2 – Réservoirs de stockage dans l'unité de revalorisation

Les réservoirs aériens sont fixes, conçus pour supporter le vide et les surpressions.

Dans tous les cas, l'installation permet d'accéder facilement autour des réservoirs pour déceler les suintements, fissurations, corrosions éventuels des parois latérales et des fonds.

L'exploitant procède à l'examen intérieur et extérieur des réservoirs. Sauf objection technique, les examens extérieurs sont faits régulièrement selon un échéancier préétabli.

L'examen intérieur d'un réservoir est systématiquement réalisé lors d'un changement de produit, sinon il est effectué au moins tous les dix ans.

Si un examen extérieur révèle un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect anormal, il est procédé à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et d'y remédier. De même, il est vérifié le bon état des supports des réservoirs pour s'assurer qu'aucune corrosion grave provenant de fuites du liquide stocké ne s'est produite.

Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats sont consignés dans un registre spécial.

Toute possibilité de débordement de réservoir en cours de remplissage est évitée par un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

Les pompes de dépotage et de transfert sont placées sur rétention. Les réservoirs, les tuyauteries et les pompes sont clairement identifiés. Le nom et la nature du produit figurent de façon très apparente et facilement lisible. La traversée des murets par des conduites est interdite.

Article 8.2.2.3 – Zone de stockage des matières nobles dans l'unité de valorisation

Les substances et mélanges sont entreposés sur des zones identifiées, repérées et formant rétention dans le hall de l'unité de revalorisation. Les quantités maximales stockées sont les suivantes :

- 40 t de produits intermédiaires (POI) et de produits finis (PO2),
- 8 tonnes de nitrate de sodium.

Article 8.2.2.4 – Zone de production (cristallisation sous vide)

Les opérations (démarrage, ouverture de l'installation) sont réalisées de jour et en présence humaine.

La manutention et la connexion des différents contenants (big bags, sacs) sont réalisées par des opérateurs selon des consignes préétablies.

Chapitre 8.3 – Installation de combustion

Article 8.3.1 – Les dispositions de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018) sont applicables à l'installation de combustion fonctionnant au gaz naturel.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'état de conformité des dispositions applicables à l'installation.

Chapitre 8.4 – Utilités à l'unité de revalorisation (chauffage par fluide caloporteur et air comprimé)

Article 8.4.1 – Installation de compression

Les appareils et réservoirs contenant des gaz comprimés satisfont à la réglementation des équipements sous pression. Une consigne précise la procédure à suivre en cas d'incident.

Article 8.4.2 – Générateur de chauffage par liquide combustible

L'aire contenant le générateur électrique est dédiée uniquement au système de chauffage. L'équipement est soumis à la réglementation des équipements sous pression.

TITRE IX – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1 – Généralités

Article 9.1.1 – Définition d'un programme de surveillance

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur les milieux.

L'exploitant privilégie les modalités de référence. En particulier, l'analyse des rejets est réalisée en référence aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les paramètres qui ne sont pas analysés par un laboratoire agréé et pour les paramètres analysés en continu, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé au moins un contrôle par an. De même, pour les paramètres qui ne sont pas analysés suivant une norme de référence, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé au moins un contrôle par an.

Les prescriptions du présent arrêté définissent le cadre minimal du programme d'autosurveillance.

Article 9.1.2 – Qualification des laboratoires intervenants

Les mesures de surveillance sont effectuées préférentiellement par des laboratoires agréés et suivant les normes de référence existantes. A défaut, des mesures périodiques de contrôle et d'étalonnage sont effectuées par de tels laboratoires.

Par laboratoire « agréé », il est entendu : « laboratoire agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). »

Article 9.1.3 – Contrôles à l'initiative de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées peut, à tout moment :

- réaliser ou faire réaliser, par des organismes qu'elle choisit, des prélèvements et analyses suivant les paramètres de son choix d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sol,
- réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

Chapitre 9.2 – Surveillance des rejets

Article 9.2.1 – Surveillance des émissions atmosphériques

Les émissions atmosphériques des installations listées aux articles 3.2.2.2 et 3.2.2.3 du présent arrêté sont contrôlées **annuellement (concentration et flux)**.

Les émissions des installations de combustion sont contrôlées aux fréquences et suivant les paramètres indiqués à l'arrêté ministériel sectoriel précité du 3 août 2018.

L'exploitant transmet annuellement, à l'inspection des installations classées, le plan de gestion des solvants prévu à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998 et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Article 9.2.2 – Surveillance des émissions dans le milieu aquatique

L'exploitant réalise en autosurveillance, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées dans le tableau ci-après.

Situation du rejet	Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement
Station d'épuration interne	Débit, température, pH, COT, turbidité	En continu	En sortie de station d'épuration avant mélange avec les eaux pluviales et raccordement à la canalisation rejoignant le milieu naturel
	MEST, DCO,	Journalier	
	DBO ₅	Hebdomadaire	
	Azote global (NTK + NO ₂ + NO ₃ exprimé en N)		
	Phosphore total (exprimé en P)		
	Fluor et composés (en F)		
	Cyanures		
	Hydrocarbures totaux (HCT)		
	BTEX : (benzène, toluènes, éthylbenzène et xylènes)		

Indice phénols

Composés organo-halogénés adsorbables (AOX)
et substances qui peuvent donner naissance à de
tels composés dans le milieu aquatique

Composés organophosphoriques

Mensuel

Composés organostanniques

Mercure et composés du mercure

Cadmium et composés du cadmium

Métalloïdes et métaux totaux ainsi que leurs
composés

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)

L'exploitant dispose sur le site d'une recharge neuve de charbon actif destiné au filtre retenant les composés organiques volatils.

L'exploitant adresse chaque année, à l'inspection des installations classées, un bilan annuel du fonctionnement de la station d'épuration et des rejets dans le milieu récepteur.

Chapitre 9.3 – Surveillance des milieux et des déchets

Article 9.3.1 – Surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Article 9.3.2 – Surveillance des eaux superficielles

Un point de surveillance est aménagé en aval du rejet dans la rivière Moder à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau.

Les paramètres à analyser selon une fréquence semestrielle ainsi que les méthodes d'échantillonnage et d'analyses sont visés dans le présent chapitre.

L'exploitant disposera sur le site d'une recharge neuve de charbon actif destiné au filtre retenant les composés organiques volatils.

Article 9.3.3 – Surveillance des eaux souterraines

Les eaux souterraines sont surveillées deux fois par an par analyse de prélèvements depuis deux ouvrages, un à l'amont hydrogéologique, un à l'aval. Un prélèvement est réalisé en période de hautes eaux, l'autre en période de basses eaux.

Les puits sont réalisés suivant les règles de l'art pour protéger l'aquifère contre toute introduction volontaire ou accidentelle de polluants par leur intermédiaire.

Puits	n°BSS
PZ1 amont	A07BDE24
PZA aval	A06BDE24

Les polluants et paramètres à rechercher et mesurer dans les eaux souterraines sont ceux du tableau suivant :

Polluant/paramètre	Code SANDRE
pH	1302
Conductivité	1303
HCT dissous	2962
HAP	6966
BTEX	5918
Métaux totaux	8096
AOX	1106
COHV	7485

Chapitre 9.4 – Transmission et commentaires

Article 9.4.1 – Transmission

Les résultats de la surveillance des rejets, des milieux et des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées dès parution du rapport. Les résultats qui le peuvent sont saisis sur la base GIDAF.

Article 9.4.2 – Commentaires

Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

TITRE X – EXÉCUTION

Article 10.1 – Délais et voies de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 10.2 – Publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

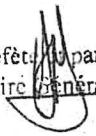
Article 10.3 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société LAVALSACE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;
- au maire de Herrlisheim.

La préfète,

Pour la Préfète,  par délégation
La Secrétaire générale adjointe

Hélène MONTELLY

ANNEXE I – RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Les prescriptions définies par le présent arrêté précisent ou complètent les dispositions légales et la réglementation nationale auxquelles l'exploitant doit également se conformer. Cette annexe énonce les références utiles. Toutes les références citées du code de l'environnement ainsi que les arrêtés ministériels sont disponibles sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>

Chapitre 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation :

- L 513-1, R 513-1 et -2 (Antériorité)
- R. 512-68 et R.516-1 (Changement d'exploitant – ou modification substantielle impactant les garanties financières)
- L. 512-19, R 181-48 et R. 512-74 (Caducité de l'autorisation)

Chapitre 1.2 : Conditions d'autorisation :

- L 181-14 et R. 181-46 (modification des installations)
- Arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R 512-33, R 512-46-23 et R 512-54 du code de l'environnement

Chapitre 1.3 : Garanties financières :

- L 516-1 et -2, R 516-1 à -6
- Arrêtés ministériels du :
 - 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
 - 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
 - 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées

Chapitre 1.4 : Cessation d'activité :

- L. 512-6-1
- R. 512-39-1 à 5, R.515-75 (IED)

Titre II – Gestion de l'établissement

- R 512-69 (accidents-incidents)
- L 514-8 Contrôles inopinés

Chapitre 5.1 : Principe de gestion des déchets

- R.541-8 (définition des divers déchets)
- R.541-7 (renvoi aux codes déchets)
- R.543-3 à 15 et R. 543-40 (huiles usagées)
- R.543-66 à 72 (déchets d'emballage industriels)
- R.543-131 (piles et accumulateurs usagés)
- R. 543-137 à 151 (pneumatiques usagés)
- R.543-195 à 201 (D3E)
- R.541-49 à 64 et R.541-79 (transport des déchets)

Sanctions administratives et pénales

- L 171-7 et suivants
- L 173-1 et suivants
- L 514-11
- R 514-4

ANNEXE II – GLOSSAIRE

Abréviations	Définition
AM	Arrêté Ministériel
As	Arsenic
CAA	Cour Administrative d'Appel
CE	Code de l'Environnement
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CODERST	Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
COT	Carbone organique total
DCO	Demande Chimique en Oxygène
HCFC	Hydrochlorofluorocarbures
HFC	Hydrofluorocarbures
NF ... X, C	<p>Norme Française</p> <p>La norme est un document établi par consensus, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités ou leurs résultats, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné.</p> <p>Les différents types de documents normatifs français</p> <p>Le statut des documents normatifs français est précisé par les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HOM pour les normes homologuées - EXP pour les normes expérimentales - FD pour les fascicules de documentation - RE pour les documents de référence - ENR pour les normes enregistrées - GA pour les guides d'application des normes - BP pour les référentiels de bonnes pratiques - AC pour les accords
PDEDND	Plan départemental d'élimination des déchets non dangereux
PEDMA	Plan d'Élimination des déchets ménagers et assimilés
PLU	Plan Local d'Urbanisme
POI	Plan d'Opération Interne
POS	Plan d'Occupation des Sols
PPA	Plan de protection de l'atmosphère
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PREDD	Plan régional d'élimination des déchets dangereux
PREDIS	Plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux
PRQA	Plan régional pour la qualité de l'air
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SDC	Schéma des carrières
SID PC	Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
TPO1	Indice d'actualisation des prix correspondant à une catégorie de travaux publics (gros œuvre)
UIOM	Unité d'incinération d'ordures ménagères
ZER	Zone à Emergence Réglementée

